

● (1640)

Nous parlions de sécurité et du fait qu'il peut sembler ironique pour les Canadiens d'aborder ce sujet quand certains pays ont eu à subir une invasion tous les dix ans. Il était aussi question de géographie. C'est à elle que nous devons notre tranquillité. Je remercie encore une fois le ciel, vraiment, d'avoir échappé à tous ces conflits qui ont secoué le monde, en particulier ceux du XX^e siècle. Notre armée permanente, et, soit dit en passant, je le regrette, n'est pas très considérable. A titre d'ancienne secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, je déplore les effectifs très restreints de nos forces armées régulières, qui sont insuffisants et mal équipés. Je l'ai déjà dit sans ambages. Que dans ce contexte, les Canadiens parlent de sécurité et de désarmement, cela semblait ironique, mais il était très important que nous le fassions.

Au cours de nos délibérations, nous avons pris peu à peu conscience que notre sécurité est peut-être éphémère. Nous ne pouvons plus la tenir pour acquise. Si notre situation géographique a joué en notre faveur par le passé, elle pourrait devenir, dans le contexte actuel, notre pire ennemi puisque nous avons pour voisin une superpuissance. Je ne suis pas persuadé que nous pourrions nous abriter de ce qui se passera aux États-Unis, même si nous le voulions. Si le temps le permet, je parlerai brièvement de notre participation à l'OTAN et à NORAD. Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de ne pas nous sentir concernés par ce qui se passe dans le monde aujourd'hui. Le plus grand service que nous pouvons rendre à nos électeurs consiste à leur dire que nous ne sommes pas autant en sécurité qu'on veut bien nous le laisser croire. En fait, nous ne sommes pas en sécurité, le monde entier n'est pas aussi en sécurité que nous le voudrions. Que pouvons-nous y faire? Certains ont prétendu que la course aux armements amènerait des tensions encore plus grandes.

Comme je l'ai dit précédemment, les avis des experts sur cette question sont partagés, et c'est pourquoi il y a eu un rapport minoritaire. Pour ma part, j'ai souscrit à l'opinion majoritaire. En écoutant ces experts, nous avons pour la plupart songés à ces jours de 1939 où le premier ministre de Grande-Bretagne est revenu de Munich et nous a dit qu'il n'y avait aucun problème, que nous pouvions nous permettre le désarmement. Winston Churchill était alors traité de belliciste, car il avait le courage de secouer les Anglais dans leur torpeur et leur dire qu'il ne croyait pas que la paix était gagnée. Sa franchise lui a valu le mépris de beaucoup et nous ne l'avons écouté que trop tard. Je ne prétends pas que la situation soit la même aujourd'hui, mais il ne faudrait pas tomber dans le même piège.

Le danger de la situation actuelle provient également de ce que les personnes qui tentent d'en dresser un tableau réaliste sont qualifiées de bellicistes. Ce n'est pas comme ça que les choses s'arrangeront. Je ne voudrais pas répéter ce qui a déjà été dit dans le cadre de ce débat. C'est une habitude très répandue à la Chambre des communes et je ne voudrais pas perpétuer la tradition. Je voudrais plutôt ouvrir d'autres perspectives, car nous sommes appelés à nous faire demander ce que les Canadiens veulent à l'avenir en matière de contrôle des armements et de gel de l'armement nucléaire.

J'aimerais exprimer mon opinion non seulement en tant que député représentant 91,000 lecteurs, mais également à titre de mère de deux fils en âge d'être appelés sous les drapeaux et de

Les subsides

deux filles qui pourraient bien se porter volontaires. Suis-je pour réclamer un désarmement, un gel des armes nucléaires et un arrêt des essais des missiles Cruise en Alberta afin que mes enfants et tous les enfants du Canada n'aient pas à connaître les horreurs de la guerre? Ce serait là pure folie de ma part et ce serait peut-être même une action blâmable. Je ne remplirais pas mes obligations. Il faut être extrêmement réaliste. Si, à Dieu ne plaise, les Canadiens, hommes et femmes, ont à se battre, je veux être sûr qu'ils seront bien équipés.

Qu'est-ce que cela veut dire dans le contexte canadien? J'ai dit tout à l'heure qu'à mon regret nous avons des forces régulières bien restreintes. Je ne suis pas du tout convaincue qu'elles soient suffisamment armées. Je n'accuse personne. C'est un signe des temps. C'est le signe de l'austérité et de bien d'autres choses, mais c'est un fait.

Nous ne pouvons pas nous défendre. Nous ne le pouvons si l'adversaire est l'Union soviétique. Par conséquent, que nous le voulions ou non, nous devons compter largement sur nos alliés. Que leur donnons-nous en retour? La première chose à leur offrir c'est notre bonne volonté. C'est important. Nous devons leur donner notre volonté politique de les aider. Au besoin, mettre à leur disposition les quelques milles qu'ils veulent en Alberta pour faire l'essai de leurs missiles qui, soit dit en passant, ne sont pas de vrais missiles. Ils ne sont pas munis d'ogives nucléaires. Ce que nous songeons à faire, et nous y songeons sans plus, c'est de permettre à notre meilleur allié de vérifier le mécanisme d'une arme qui pourrait être le salut non pas seulement des États-Unis mais du Canada.

M. Blaikie: Il n'y a que vous de fausse ici.

Mme Appolloni: Est-il immoral d'essayer de défendre le Canada de son mieux? Comme je l'ai dit au début, le député d'Oshawa a eu la bonté d'éviter ce genre de diversion dans le but de susciter un réel débat constructif.

M. Blaikie: J'aimerais que vous en fassiez de même.

Mme Appolloni: Même si les trois partis politiques y étaient représentés, ce comité avait une vertu; aucun de ses membres n'a fait preuve de grossièreté, n'a chahuté ou n'a lancé d'insultes, comme c'est le cas cet après-midi à la Chambre.

Pour en revenir au désarmement, la solution est l'amour fraternel. Pour l'amour du ciel, si nous éprouvions ce sentiment fraternel, nous n'aurions besoin d'aucune sorte d'armes. Malheureusement, il n'existe pas. S'il n'existe pas à la Chambre des communes, comment pourrait-on d'ailleurs espérer qu'il existe à l'échelle du globe, alors que tous les chefs d'État se sautent à la gorge, pour ne pas dire qu'ils en ont à d'autres parties de leur anatomie? Telle est la triste réalité. Elle ne nous plaît peut-être pas, mais nous devons nous en accommoder.

Nous parlions de sécurité. C'était aussi un débat très intéressant. Le député de Victoria (M. McKinnon) a cité M. Arbatov. M. Arbatov est citoyen de l'Union soviétique. C'est une personne intéressante; très intéressante, en fait. Il séduisait davantage les personnes comme moi qui ne connaissent pas beaucoup les Soviétiques. Nous avons lu des reportages sur eux, nous les avons vus à la télévision, mais en fait nous ne les avons jamais rencontrés personnellement. Pourtant, dans ce comité, nous avons pu parler à M. Arbatov, que l'on considère, à propos, comme l'une des principales personnalités de l'Union soviétique. C'est quelqu'un que nous devrions écouter. J'ai été